



RIOB

Réseau International
des Organismes de Bassin

Bilan d'activités statutaires 2017

www.riob.org



Bilan d'activités 2017

Sommet International des Grands Fleuves du Monde : "Agir pour l'eau et le climat"



Le Ministre italien de l'Environnement, de la Protection du Territoire et de la Mer, M. Gian Luca Galletti, a organisé le Sommet International sur "L'Eau et le Climat : les grands fleuves du monde se rencontrent", du 23 au 25 Octobre 2017 à Rome, en Italie.

Ce Sommet International a été organisé en partenariat avec la Commission Économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU), le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB), les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC) et Aqua-Madre et il a réuni plus de 350 participants de haut niveau venu de 56 Pays et représentants, notamment, la Commission Européenne, les grandes Agences des Nations Unies, l'Union pour la Méditerranée, les plus grands bassins hydrographiques du Monde, ainsi que sa Sainteté le Pape François.

Le Président du Conseil des Ministres italien, M. Paolo Gentiloni, a ouvert officiellement le Sommet le 23 Octobre au matin et la cérémonie de clôture, le 25 Octobre, a été célébrée en présence du Président de la République italienne, S.E. Sergio Mattarella.

Comme cela est maintenant avéré, le changement climatique a d'ores et déjà un impact visible sur les ressources en eau douce, avec des conséquences dramatiques (inondations, sécheresses, érosion, dégradation des écosystèmes, etc.).

Ce Sommet a été un jalon important pour la préparation de la COP23 de Bonn, (6-17 Novembre 2017) et du Forum Mondial de l'Eau de Brasilia, (18-23 Mars 2018), avec pour objectif une plus grande intégration des questions liées à la gestion de l'eau douce dans les premières priorités des négociations internationales sur le changement climatique et de l'Agenda Mondial pour le Climat.

Il a mis l'accent, en particulier, sur la nécessité de rapidement financer des projets visant à améliorer les connaissances, la gouvernance, la participation du public et de lancer des actions

immédiates dans le domaine de l'adaptation de l'eau au changement climatique.

Le Sommet a été une occasion exceptionnelle d'associer des propositions de projets aux opportunités de financement et de favoriser le partage d'expériences entre les grands Organismes de Bassin, les Administrations locales, nationales et régionales, chargées des politiques d'adaptation aux changements climatiques et de la gestion des ressources en eau, les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux et les autres institutions internationales intéressées par l'adaptation au changement climatique et par la gestion par bassin.

Les travaux du Sommet se sont organisés autour de quatre grands thèmes majeurs, qui ont fait l'objet de présentations dans des Panels de Haut Niveau et de larges discussions entre les participants :

- L'acquisition et le partage des connaissances sur l'impact du changement climatique sur les ressources en eau,
- Les Solutions Fondées sur la Nature (SFN),
- La participation du public et l'implication des secteurs économiques et des Autorités locales,

- Les mécanismes financiers adaptés à l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur de l'eau.

À l'issue des travaux, les recommandations prioritaires suivantes ont été formulées pour être rapportées à la COP23 de Bonn :

- **La gestion intégrée de l'eau**, organisée au niveau des bassins des fleuves, des lacs et des aquifères, littoraux, nationaux ou transfrontaliers, s'impose sur toute la planète,
- En particulier, **la coopération régionale et transfrontalière** pour l'adaptation au changement climatique est cruciale pour lutter efficacement contre celui-ci, en présence de ressources de surface ou souterraines partagées entre plusieurs pays riverains.
- **Il faut soutenir la création et le développement des Organismes de Bassin locaux, nationaux ou transfrontaliers** et renforcer la coopération institutionnelle et technique entre les Organismes de Bassins homologues d'une même région et des autres parties du Monde,
- L'organisation et l'amélioration dans chaque pays et chaque bassin, **de la production, la collecte, la conservation et l'échange des données dans le cadre de Systèmes Intégrés d'Information sur l'Eau (SIE)** doivent être assurés sur le long terme, en tenant compte du changement climatique. Des systèmes d'alerte précoce d'inondation et de sécheresse doivent être renforcés ou développés partout où cela sera nécessaire.
- Un lien plus fort pour les prises de décisions doit être établi avec **les connaissances scientifiques disponibles.**

Actualités internationales

Rome - Italie - 23 - 25 Octobre 2017 - Palais du Capitole



Cérémonie de clôture en présence du Président de la République, S.E. Sergio Mattarella © RIOB - C. Runel

- **La participation effective de la société civile et de tous les acteurs concernés** doit être favorisée dans les processus de décision et de gestion. Il faut en particulier, utiliser les cadres de concertation, comme les Comités ou Conseils de Bassin, les Commissions Locales de l'Eau ou les Contrats de rivières ou d'aquifères dans ce but.
- Il est important de favoriser les échanges d'expériences sur les mécanismes les plus efficaces de consultation et de participation des acteurs de l'eau dans le Monde et de créer des liens entre représentants des Autorités locales, des secteurs économiques et de la société civile impliqués dans ces procédures.

Il est souhaité que les **Membres des Conseils et Comités de Bassin**, qui existent déjà dans de nombreux pays, organisent entre eux une coopération renforcée, dans le cadre d'une initiative commune, qui entrerait dans le processus "Citoyens" du prochain Forum Mondial de l'Eau de Brasilia en mars 2018.

- **Il faut promouvoir des Solutions Fondées sur la Nature (SFN).** La restauration des zones d'expansion des crues dans le lit des rivières est reconnue comme l'un des défis les plus importants et un enjeu clé pour la gestion naturelle des inondations, la recharge des nappes phréatiques, la protection de la biodiversité et la sécurité des communautés humaines. Les multiples avantages des Solutions Fondées sur la Nature contribuent à la réduction des coûts de l'action.

Le Sommet de Rome a appelé ainsi à la signature d'une déclaration visant à soutenir l'intégration de l'utilisation de Solutions Fondées sur la Nature dans "l'Agenda pour l'Action du Partenariat de Marrakech pour une Action Climatique Mondiale", lors de la Journée officielle d'Action pour l'Eau et le Climat de la COP23, le 10 Novembre 2017 à Bonn.

- Les Gouvernements et la communauté internationale doivent **assurer la mobilisation des financements indispensables** à la mise en œuvre des actions urgentes d'adaptation de l'eau au climat.
- **L'Afrique**, qui est le continent le plus vulnérable aux effets de changement climatique, **doit pouvoir compter sur la mobilisation et la solidarité de tous les partenaires**, à travers l'Initiative "Eau pour l'Afrique", lancée lors

de la Conférence Internationale sur l'Eau et le Climat de Rabat en Juillet 2016.

- **La réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 et la mise en œuvre de l'Accord de Paris requièrent d'accélérer le financement**, provenant de toutes les sources, de l'action climatique dans le secteur de l'eau.
- **Les financements** doivent soutenir non seulement les projets d'infrastructures, mais aussi servir à améliorer la connaissance des ressources et des impacts du changement climatique, le développement des capacités, la gouvernance, la culture de l'eau, le monitoring et l'évaluation des politiques. Il est souhaitable que les bailleurs de fonds reconnaissent et renforcent le rôle essentiel des Organismes de Bassin dans la gestion durable de la ressource en eau, en soutenant financièrement les projets liés aux engagements et principes énoncés, ci-dessus, pour faire face aux changements climatiques.

Pour toutes informations complémentaires et voir les communications et photos :

www.riob.org



MINISTERO DELL'AMBIENTE
E DELLA TUTELA DEL TERRITORIO E DEL MARE



AQUAMADRE



350 participants de haut niveau venus de 56 Pays © RIOB - C. Runel

Actualités internationales

Grands événements mondiaux

COP23 - CCNUCC - 17 Novembre 2017- Bonn - Allemagne

Signature de la Déclaration internationale : Solutions Fondées sur la Nature, lors de la "Journée officielle d'Action pour l'Eau et le Climat" du 10 Novembre 2017 © RIOB - C. Runel



Créées lors de la COP22 de Marrakech en 2016, "les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat - AMEC", regroupent les quatre "Alliances" des Bassins (Pacte de Paris), des Mégapoles, du Dessalement et des Entreprises, elles-mêmes constituées à la COP21 de Paris un an plus tôt. Elles représentent aujourd'hui plus de 450 Organisations dans le Monde, qui se sont conjointement engagées, à mobiliser leurs partenaires, à identifier et à diffuser les bonnes pratiques et soutenir le développement de nouveaux projets par des acteurs de terrain impliqués dans l'adaptation au changement climatique et la résilience du secteur de l'eau douce continentale.

Les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat ont été désignées par les deux "Champions du Climat", marocain et fidjien, pour préparer et coordonner, avec leurs partenaires du secteur, la "Journée officielle d'Action pour l'Eau et le Climat", qui s'est tenue le vendredi 10 Novembre 2017 dans le cadre de la COP23 de Bonn et a fait suite au Sommet International "Eau et Climat" de Rome des 23-25 Octobre dernier.

Cette Journée a été l'occasion de rappeler aux décideurs que l'eau douce est une des toutes premières victimes du changement climatique.

En effet les ressources en eau douce sont d'ores et déjà et seront de plus en plus directement affectées par le changement climatique, et cela dès les toutes prochaines années.

Les conséquences, selon les régions, se traduiront par un accroissement de l'intensité et de la fréquence des inondations et des sécheresses, le renforcement des phénomènes hydrologiques et hydrogéologiques extrêmes, une dérégulation des débits des fleuves prenant leur source en montagne, du fait de la fonte des glaciers et de la réduction de l'enneigement.

Il faudra aussi lutter contre une érosion accrue, du fait de la modification des espèces végétales et de la couverture des sols, et des changements, voire une diminution, dans la production agricole, une modification des écoulements à l'embouchure des fleuves, ainsi que des intrusions salées sur le Littoral et dans les aquifères côtiers, du fait de la remontée du niveau des océans, une prévalence augmentée de maladies d'origine hydrique ou l'arrivée d'espèces invasives dans les écosystèmes, du fait notamment du réchauffement des eaux de surface...

Les conséquences démographiques, économiques et écologiques risquent d'être très importantes et nécessitent une mobilisation mondiale pour préparer rapidement les programmes d'adaptations indispensables au niveau de chaque bassin, en considérant les eaux de surface et les eaux souterraines.

Des régions de peuplement et d'activité économique très étendues se trouveront gravement menacées, avec des risques de déplacements importants de populations, notamment dans les zones rurales.

Ces effets se cumulent aux importantes pressions d'ores et déjà liées à la croissance démographique, à l'urbanisation et au développement. Le réchauffement climatique est un "multiplicateur de menaces", aggravant les situations difficiles et accroissant les tensions, même dans les régions stables !

Il faut agir vite, avant qu'il ne soit trop tard, et une mobilisation de tous les acteurs est indispensable au niveau mondial, afin de mettre en place, de façon urgente, des programmes nécessaires pour prévenir les effets du réchauffement et s'y adapter.

Dans 93 % de leurs Contributions Nationales (INDC), les pays ont identifié l'eau comme étant une priorité de l'adaptation : comme l'eau est essentielle pour la santé humaine, la sécurité alimentaire, la production d'énergie,

la productivité industrielle, le tourisme, la navigation, la biodiversité, en plus des besoins humains fondamentaux, sécuriser les ressources en eau signifie assurer la sécurité dans tous ces domaines du développement économique, social et environnemental.

L'adaptation au changement climatique est une des conditions pour atteindre les Objectifs de Développement Durable pour 2030 dans le secteur de l'eau.

La Journée d'Action pour l'Eau et le Climat s'est organisée autour d'un bilan des actions conduites, en particulier par les quatre Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat, depuis la COP22 de Marrakech l'an dernier, et de quatre sessions thématiques, portant sur :

- l'amélioration du financement des projets d'adaptation,
- les connaissances nécessaires dans le domaine de l'eau pour répondre à l'incertitude climatique,
- l'eau et la résilience urbaine
- l'eau, l'agriculture durable et la sécurité alimentaire.

Cette Journée a montré, avec la présentation de nombreuses actions déjà en cours, que des solutions "sans regret" existent et peuvent être mise en œuvre immédiatement, mais aussi que des difficultés doivent être levées.

Parmi les recommandations formulées, on peut retenir, en particulier, que :

- ① La gestion intégrée des ressources en eau doit être organisée au niveau des bassins des fleuves, des lacs et des aquifères, littoraux, nationaux ou transfrontaliers, car, en particulier, la coopération régionale et transfrontalière est cruciale et doit être renforcée en présence de ressources de surface ou souterraines partagées entre plusieurs pays riverains.

Actualités internationales

L'eau douce victime du changement climatique : il faut agir vite !



- 2 L'organisation et l'amélioration dans chaque pays et chaque bassin, de la production, la collecte, la conservation, l'échange et la diffusion des données, dans le cadre de Systèmes Intégrés d'Information sur l'Eau (SIE), doivent être assurés sur le long terme, en tenant compte du changement climatique, **car on ne sait pas gérer ce qu'on ne sait pas mesurer** et le retard pris dans ce domaine est important : des systèmes d'alerte précoce d'inondation et de sécheresse doivent être renforcés ou développés partout où cela sera nécessaire.
- 3 La gestion de l'eau doit être organisée de façon intersectorielle, en impliquant les Autorités locales, notamment les Municipalités, les secteurs économiques, en particulier l'agriculture et l'énergie, et la société civile dans son ensemble. La participation effective de tous les acteurs concernés doit être favorisée dans les processus de décision et de gestion et dans le portage des projets de terrain. De ce point de vue les Alliances créées entre les bassins, les villes et les entreprises permettent une meilleure mobilisation de ces partenaires,

- une vision partagée des enjeux et des solutions, la diffusion croisée des bonnes pratiques et la conjonction des moyens d'appui.
- 4 De multiples avantages sont fournis par des Solutions Fondées sur la Nature, qui ont fait la preuve de leur efficacité à côté des infrastructures classiques et qui contribuent à la réduction des coûts de l'action : elles doivent être promues et il faut créer des compétences pour développer cette "ingénierie verte". À cet égard, pendant la COP23, un appel a été lancé pour la signature d'une déclaration, visant à soutenir l'utilisation de Solutions Fondées sur la Nature dans "l'Agenda du Partenariat de Marrakech pour une Action Climatique Mondiale", qui a d'ores et déjà recueilli plus de 70 signatures d'organisations internationales ou nationales impliquées.
 - Les Gouvernements et la communauté internationale doivent assurer une mobilisation plus facile des financements indispensables à la mise en œuvre des actions urgentes d'adaptation de l'eau au climat.

La réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 et la mise en œuvre de l'Accord de Paris requièrent d'accélérer le financement, provenant de toutes les sources, pour l'action climatique dans le secteur de l'eau. Les financements, dont les procédures seraient à simplifier, doivent soutenir non seulement les projets d'infrastructures, mais aussi servir à améliorer la connaissance des ressources et des impacts du changement climatique, le développement des capacités, la gouvernance, la formation, la culture de l'eau, le monitoring et l'évaluation des politiques ou le recours à des solutions fondées sur la nature. **Des moyens d'incubation de projets, pour faciliter leur financement auprès des différents "Fonds Climat" sont apparus très utiles au vu des expériences en cours.**

Le prochain Forum Mondial de l'Eau de Brasilia, qui se tiendra du 19 au 23 Mars 2018, sera l'occasion d'une nouvelle mobilisation autour de ces objectifs.

Les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC) regroupent :

- L'Alliance des 360 signataires du "Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères", dans 94 pays.
- L'Alliance des Entreprises pour l'Eau et le Changement Climatique - BAFWAC, lancée par le "Carbon Disclosure Project, le "CEO Water Mandate", le Conseil Mondial des Affaires pour le Développement Durable et SUEZ, qui compte aujourd'hui 65 organismes membres, dont 47 entreprises de premier plan,
- L'Alliance des Mégapoles pour l'Eau et le Climat, animée par l'UNESCO, ICLEI, le SIAAP et Arceau-IDF, regroupant 16 Mégapoles pour une population totale de plus de 300 millions d'habitants,
- L'Alliance du dessalement durable, réunissant plusieurs dizaines d'entreprises et de centres de recherche dans ce domaine.

www.alliances-eau-climat.org



Actualités internationales

Grands événements mondiaux



"ONE PLANET SUMMIT"

100 projets pour l'eau et le climat en Afrique

À l'occasion du Sommet "One Planet" de Paris le 12 Décembre dernier, le Président de la République Française, Monsieur Emmanuel MACRON a annoncé une initiative pour initier "100 nouveaux projets pour l'eau et le climat en Afrique", dans le cadre de la Plateforme d'Incubation des Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (PI-AMEC).

L'Afrique est en effet le continent le plus vulnérable aux effets de changement climatique : sept des dix pays les plus menacés au Monde sont en Afrique. 65% des habitants de l'Afrique pourraient être confrontés à un stress hydrique en 2025.

Le changement climatique est également un important facteur d'accélération des migrations, notamment des populations rurales. Ainsi, l'Afrique doit pouvoir compter sur la solidarité de tous les partenaires, notamment à travers l'Initiative "Eau pour l'Afrique",

lancée lors de la Conférence Internationale sur l'Eau et le Climat de Rabat en Juillet 2016.

L'Initiative d'incubation de "100 projets pour l'eau et le changement climatique en Afrique" vise à mobiliser 20 millions d'Euros de soutiens, sur les 5 prochaines années, pour soutenir l'incubateur et la préparation de nouveaux projets.

La Déclaration de soutien à cette initiative est signée par la France, l'Italie, le Tchad, le Burkina Faso, l'UNESCO, la CEE ONU, la Banque Africaine de Développement, l'Agence Française de Développement et les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat et ses 4 partenaires (le Réseau International des Organismes de Bassin, Deux Alliances des Entreprises et des Mégapoles pour l'Eau et le Climat, l'Alliance Mondiale pour le Dessalement Propre), considérant que l'eau est l'une des premières victimes du changement climatique et qu'il est urgent d'accélérer

le rythme de l'adaptation et d'augmenter le nombre de projets pour l'eau en Afrique, mais aussi que les porteurs de projets rencontrent des difficultés pour mobiliser le soutien nécessaire à la préparation de leurs projets, ce qui

entrave leur capacité à accéder aux instruments financiers publics et privés.



Les chefs d'États et de Gouvernement au Sommet de Paris

www.alliances-eau-climat.org

Ouverture du site Internet des "Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat"

À l'occasion de la COP23 de Bonn, les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat - AMEC - ont ouvert leur nouveau site Internet pour informer tous les acteurs engagés pour lutter



contre les effets du changement climatique dans le secteur de l'eau.

Le site Internet des "Alliances" se veut une vitrine de l'Eau et du climat, et notamment des progrès réalisés pour des projets phares d'adaptation lancés à la COP21, tels que le système d'information hydrologique du Fleuve transfrontalier du Congo, la gestion intégrée du Fleuve Hai en Chine, le renforcement du nouvel Organisme Métropolitain de Mexico pour le Drainage Pluvial Urbain ou le projet de coopération "EcoCuencas" sur l'adaptation au changement climatique entre pays européens et andins.

Le site présente aussi les projets lancés à la COP22, tels que la gestion du Fleuve Sebou au Maroc, la création du Centre de Formation "Hydrus" sur l'adaptation de l'eau au climat de Brasilia, la coopération entre les Agglomérations de Paris et de Manille, le lancement d'une plateforme Euro-Méditerranéenne d'information sur l'eau ou l'utilisation future du satellite "SWOT" pour les observations hydrologiques de la terre, entre autres...

Il informera de l'activité des quatre Alliances constitutives de l'AMEC, des manifestations internationales sur l'eau

et le climat et de leurs conclusions, des projets incitatifs de nouvelles approches et des publications intéressantes sur le sujet.

Il sera aussi le porteur de "l'Incubateur de projets" IP-AMEC, pour faciliter leur financement auprès des différents "Fonds Climat".

Il s'est déjà enrichi des conclusions du Sommet International de Rome, de la "Journée d'Action pour l'Eau et le Climat", dans le cadre de la COP23 de Bonn et des résultats du "One Planet Summit" de Paris.

www.alliances-eau-climat.org



Actualités internationales

Des actions pour l'eau et le climat



"PI-AMEC" :

La Plateforme d'Incubation de projets

Le changement climatique d'ores et déjà affecte gravement le cycle de l'eau, partout dans le Monde.

La crise de l'eau, qui en résulte, est un facteur majeur des crises sociales, économiques, environnementales et

Elle mobilise les 450 partenaires engagés dans les quatre Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat regroupant les Organismes de Bassin, les entreprises, les grandes villes et des spécialistes du dessalement.

À titre expérimental en 2017, dix projets dont trois en Afrique ont pu être soutenus par la Plateforme, avec l'appui du Ministère français de l'Écologie.

Ces projets incubés pourrait bénéficier à 33 millions de personnes. À l'issue de la première année de fonctionnement, PI-AMEC a achevé l'incubation de 10 projets et des contacts ont été établis avec des bailleurs de fonds potentiels.

Le financement de plusieurs projets est d'ores et déjà acquis.

Une 2^{ème} phase de la Plateforme d'Incubation, beaucoup plus ambitieuse, est en cours de mise au point suite à la présentation des résultats lors de la COP23 à Bonn.

Les projets incubés en 2017 :

- Sécurisation des populations et des écosystèmes autour du barrage de Diama, dans le Delta du Fleuve Sénégal.
- Résilience aux impacts du changement climatique : vers une meilleure efficacité de l'épuration des eaux usées industrielles de la ville de Fès au Maroc.
- Lutte contre le changement climatique et restauration du Bassin de la Rivière Zarqa en Jordanie.
- Élaboration de Systèmes d'Information sur l'Eau pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Bassin du Congo.
- Adaptation au changement climatique et gestion du risque inondation/sécheresse dans le Bassin de la Syr-Darya au Kazakhstan.
- Développement d'une stratégie d'adaptation au changement climatique et d'un plan d'actions prioritaires pour le Bassin de la Sava.

- Lancement des premiers stages "Eau et Climat" du Centre de Formation "HYDRUS" de Brasilia.
- Appui à l'opérationnalisation du Système National d'Information sur l'Eau du Burkina Faso.
- Plateforme Méditerranéenne des Connaissances sur l'Eau : Appui au développement de Systèmes Nationaux d'Information sur l'Eau (SNIE) dans 4 pays pilotes du Sud de la Méditerranée.
- BAFWAC : Plateforme mondiale d'action collective et d'apprentissage pour les entreprises.

Le Sommet International sur l'Eau et le Climat de Rome, les 23-25 Octobre 2017, a recommandé que "les financements soutiennent non seulement les projets d'infrastructures, mais aussi améliorent la connaissance des ressources et des impacts du changement climatique, renforcent les capacités, la gouvernance, le suivi et l'évaluation des politiques".

Le Gouvernement italien a attribué 5.000 M € pour lancer immédiatement trois de ces projets incubés.

Ces premiers résultats très encourageants ont été présentés à la COP23 de Bonn en Novembre dernier.



migratoires actuelles et futures: elle affecte la santé, la sécurité alimentaire et énergétique et la croissance économique, essentielles au développement durable de nombreux pays.

Les bailleurs de fonds sont mobilisés sur la question, mais soulignent leur difficulté à trouver des projets robustes à financer. Dans le même temps, les porteurs de projets regrettent qu'ils manquent de capacités pour initier la préparation de nouveaux projets et accéder aux financements compte tenu de la complexité des procédures.

La Plateforme d'Incubation des Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (PI-AMEC) a été créée à la COP22 de Marrakech, afin de combler cette lacune.

La Plateforme d'Incubation de l'AMEC se concentre sur les priorités du "Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères", lancé à la COP21, notamment pour renforcer la gouvernance de l'eau, pour mieux protéger et économiser les ressources, renforcer les réseaux de surveillance hydrométéorologique et environnementale et les Systèmes d'Information sur l'Eau (SIE) ou concevoir et déployer des mécanismes de financement durable. Elle intègre également les priorités partagées avec les autres Alliances membres de l'AMEC, telles que la protection des ressources en eau, les solutions fondées sur la nature, le développement de solutions de dessalement durables ou l'économie circulaire dans les villes et les entreprises.



Le Président E. Macron au Sommet "One Planet"



Formation à la préparation de projets bancables pour l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers

Dakar - Sénégal du 21 au 23 Juin 2017



L'atelier sur la préparation de projets à Dakar

Un atelier de formation à la préparation de projets bancables d'adaptation a été organisé à Dakar - Sénégal du 21 au 23 Juin 2017 par la CEE-ONU, en partenariat avec le **RIOB**, la Facilité Africaine de l'Eau, la Banque Mondiale, la Banque Européenne d'Investissement, le Ministère néerlandais des Infrastructures et de l'Environnement et l'Agence de Coopération Suisse pour le Développement.

Cet atelier s'est tenu dans les locaux de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), qui assure le Secrétariat du Réseau Africain des Organismes de Bassin (RAOB).

Il a réuni plus de 30 participants, parmi lesquels des représentants de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Européenne d'Investissement, de l'Agence Française de Développement, de la Facilité Européenne de l'Eau, ainsi que des Organismes de Bassins Transfrontaliers (OBT), d'Afrique, d'Europe et d'Asie.

Les participants ont suivi une formation pratique sur la façon de préparer leurs demandes de financement de projets d'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers et ont appris à faire la distinction entre l'adaptation et la résilience, ainsi qu'entre des projets d'adaptation et des projets de développement.

Ils ont été initiés aux procédures et aux cycles de financement des bailleurs de fonds et ont été formés à l'élaboration de propositions d'adaptation au changement climatique, qui comportent, notamment l'identification des impacts du changement climatique, les vulnérabilités et les besoins d'adaptation, tout en s'assurant que leur projet soit cohérent avec le contexte national ou transfrontalier et les priorités d'adaptation au changement climatique définies dans les autres secteurs connexes.

Les OBT doivent inclure dans leurs propositions des actions apportant des résultats positifs à la fois pour l'atténuation et l'adaptation, car les bénéfices partagés sont très appréciés par les bailleurs de fonds.

Les bailleurs ont fait part des difficultés qu'ils avaient à financer des OBT, car souvent ceux-ci manquent de moyens propres pour pouvoir se qualifier comme emprunteurs-directs. Les bailleurs interviennent plus fréquemment avec les pays riverains plutôt qu'avec les structures internationales qu'ils ont créées entre eux. C'est pourquoi les Ministères des Finances des pays riverains, qui sont les points de contact des bailleurs de fonds, doivent être impliqués dès le début des projets.

Les OBT fournissent cependant un cadre de cohérence à l'échelle régionale et permettent une véritable intégration technique et économique favorisant une utilisation plus rationnelle des ressources en eau à l'échelle de tout leur bassin, là où des actions unilatérales de chaque État riverain séparément risqueraient de ne pas être coordonnées avec celles des autres pays de l'amont comme de l'aval du bassin.

Le RIOB a présenté la Plateforme d'Incubation des Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (PI-AMEC), qui vise à rapprocher les bailleurs recherchant des projets d'adaptation de qualité et les porteurs

de projets ignorant comment accéder aux fonds climatiques et se conformer à leurs exigences procédurales.

La PI-AMEC fournit une assistance technique aux porteurs de projets, pour les aider à élaborer leurs propositions et accéder au financement.

La session de formation a clairement montré qu'il existe une forte demande pour les services de cette Plateforme d'Incubation.

L'atelier a été très interactif, avec la présentation de projets pour les Bassins du Lac Victoria et du Fleuve Niger, de l'accréditation de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) au Fonds d'Adaptation, des procédures de la Banque Européenne d'Investissement.

Des exercices de travail individuel ou de groupe, sur l'élaboration d'une proposition de projet aux bailleurs de fonds, ont été très appréciés par les participants qui ont souhaité la poursuite de cette première formation.

Le RIOB et le RAOB ont aussi présenté le projet "AfriAlliance" pour l'innovation dans le secteur de l'eau et du climat, visant à stimuler la recherche pour préparer l'Afrique au changement climatique.

Sonja Koepfel

Convention sur l'Eau

UNECE - Genève

sonja.koepfel@unece.org

www.unece.org/env/water

www.riob.org

La gestion de bassin sur Internet



OCDE : Initiative sur la Gouvernance de l'Eau



L'Initiative sur la Gouvernance de l'Eau a été lancée par l'OCDE en 2012 au Forum Mondial de l'Eau de Marseille.

Ces travaux ont donné un premier résultat dans la publication, en 2015, par l'OCDE des 12 principes de Gouvernance de l'Eau, qui constituent un véritable cadre de référence mondial.

Les différents partenaires réunis au sein de l'Initiative de l'OCDE ont ensuite travaillé sur des indicateurs de bonnes pratiques de gouvernance.

Le **RIOB** participe activement à cette initiative, particulièrement dans la recherche et la définition de ces indicateurs de gouvernance applicables à différentes échelles : pays, région, bassin, ville.

L'ensemble de ces travaux aboutira en 2018 à un document synthétique sur la Gouvernance de l'Eau et à un ensemble d'indicateurs permettant de mesurer la situation de cette gouvernance dans les pays, les bassins et les villes.

La dernière version des indicateurs proposés a été soumise à un test de faisabilité au cours du premier semestre 2017 auprès de 12 institutions pilotes volontaires.

Le 9^{ème} atelier de l'Initiative sur la Gouvernance de l'Eau qui s'est tenu à Paris les 3 et 4 Juillet 2017 a permis un dialogue sur les problèmes rencontrés lors de l'utilisation de ces indicateurs

qui a conduit à un ajustement d'une nouvelle version testée en grandeur réelle auprès de ces institutions pilotes en automne 2017.

Lors de la 10^{ème} Réunion des Membres de l'Initiative sur la Gouvernance de l'Eau à Vienne en Autriche, les 20 et 21 Novembre 2017, les résultats des tests ont été discutés et les exigences requises pour assurer le plein succès de l'usage de cet ensemble d'indicateurs, ont été définies.

Parallèlement, les quelques 60 histoires de Gouvernance de l'Eau collectées en 2016 et 2017 ont été analysées, afin d'en extraire les enseignements majeurs.

M. Jean-François Donzier, Secrétaire Général du **RIOB** et des Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat (AMEC) a présenté, lors de la réunion de l'Initiative à Rabat en janvier 2017, les conclusions de la Journée officielle



d'Action pour l'Eau et le Climat de la COP22 de Marrakech.

Une délégation du Consortium Inter-municipal et de l'Agence de l'Eau PCJ du Brésil a été invitée à présenter les résultats très positifs du projet de coopération "EcoCuencas", visant à tester au Brésil, en Colombie, en Équateur et au Pérou de nouveaux outils économiques favorisant l'adaptation aux effets du changement climatique dans les bassins pilotes retenus.

www.ocde.org

Initiative Mondiale pour les Données sur l'Eau

O.M.M. - Genève - 4 - 5 Septembre 2017



Les 4 et 5 Septembre 2017, le Réseau International des Organismes de Bassin (RIOB) a été invité à participer à une réunion de travail de l'Initiative Mondiale sur les Données sur l'Eau.

Cet atelier s'est tenu dans les locaux de l'Organisation Météorologique Mondiale (O.M.M.) en présence d'une trentaine d'experts, représentant notamment la Banque Mondiale, le Gouver-

nement Australien, diverses agences des Nations Unies et plusieurs ONG.

Cette initiative a été lancée en 2016 par le Panel de Haut Niveau sur l'Eau (HLPW), constitué par le Secrétaire Général des Nations Unies et par le Président du Groupe de la Banque Mondiale. Elle vise à promouvoir la mise en œuvre de l'Objectif de Développement Durable sur l'eau (SDG6), qui a identifié l'accès aux données sur l'eau

comme une condition essentielle pour l'exécution de son Plan d'Action, publié en Septembre 2016.

L'Initiative Mondiale pour les Données sur l'Eau, pilotée par le Gouvernement Australien jusqu'en 2018, vise ainsi à améliorer l'accès aux données sur l'eau pour tous les acteurs en fournissant des conseils sur les bons paramètres à suivre, en stimulant les nouvelles technologies et en harmonisant les normes communes.

Au cours de cette réunion, le **RIOB** a souligné sa volonté de collaborer activement à cette initiative stratégique, compte-tenu de l'importance de l'accès aux données pour organiser une gestion intégrée efficace des ressources en eau par bassin et au niveau national.

Le **RIOB** favorise le lien avec les acteurs locaux afin de mieux organiser l'accès aux données, (qui se trouvent souvent dispersées dans de multiples organisations nationales et locales), et il appuie le développement de Systèmes Intégrés d'Information sur l'Eau.

La publication par le RIOB d'un manuel sur les Systèmes d'Information sur l'Eau est prévue lors du Forum Mondial de l'Eau de Brasilia en mars 2018.

Dr Robert Argenti

Bureau of Meteorology - Melbourne - Australie
robert.argenti@bom.gov.au
www.bom.gov.au



Actualités internationales

8^e Forum Mondial de l'Eau

Sessions sur la gestion de bassin et l'adaptation au climat

Le 8^e Forum Mondial de l'Eau se tiendra du 18 au 23 Mars 2018 à Brasilia, au Brésil.

En tant que Champion de la Mise en œuvre de l'Engagement de Daegu-Gyeongbuk (DGIC) pour le thème 4.3 «Coopération pour la Réduction des Conflits et l'Amélioration de la Gestion des Eaux Transfrontalières», le RIOB et ses partenaires préparent de nombreuses sessions sur la gouvernance des bassins, la coopération transfrontalière, l'adaptation au changement climatique et la participation citoyenne.



● THÈME N°1 CLIMAT:

Session 1.b.1 Comment le changement climatique affecte les usagers de l'eau: la nécessité d'approches intersectorielles, Mardi 20 Mars, 14h30-16h00, Salle ST8

Session 1.b.2 Mécanismes financiers innovants pour l'adaptation au changement climatique, Mardi 20 Mars, 16h30-18h00, Salle ST8

Session 1.b.3 Ne pas réinventer la roue: de nombreuses mesures d'adaptation sans-regret sont déjà disponibles ! Mercredi 21 Mars, 9h00-10h30, Salle ST8

● THÈME N°5 ÉCOSYSTÈMES:

Session 5.a.1 Équilibrer les besoins en eau pour l'homme et la nature, Lundi 19 Mars, 16h30-18h00, Salle ST9

Session 5.a.2 Revitaliser les bassins hydrographiques pour assurer quantité, qualité d'eau et bien-être humain, Mardi 20 Mars, 9h00-10h30, Salle ST9

● THÈME N°6 FINANCE:

Session 6.b.3: Explorer les synergies entre les ODD liées à l'eau et l'agenda adaptation de la CNUCC, Mercredi 21 Mars, 11h00-12h30, Salle ST4

● THÈME N°8 CAPACITÉ:

Session 8.a.1: Information et formation des décideurs, Lundi 19 Mars, 16h30-18h00, Salle ST3

● THÈME N°9 GOUVERNANCE:

Séance 9.b.1: Pour des Organismes de Bassin Transfrontaliers efficaces, Mardi 20 Mars, 14h30-16h00, Salle ST7

Session 9.b.2: Suivi, évaluation, données et partage de connaissances dans les bassins transfrontaliers, Mardi 20 Mars, 16h30-18h00, Salle ST7

Session 9.b.3: Réussir la négociation et la mise en œuvre d'accords de coopération transfrontalière, Mercredi 21 Mars, 9h00-10h30, Salle ST7

● SESSIONS SPÉCIALES:

Renforcer la participation des citoyens dans la gestion de bassin: politique, représentativité et défis, Mercredi 21 Mars, 9h00-12h30, Salle SC1

Les données et outils pour la gestion de l'eau et la prise de décision, Mercredi 21 Mars, 14h30-16h30, Auditório Águas Claras 254.

Contact : riob@riob.org

<http://www.worldwaterforum8.org>



Venez participer !

AfriAlliance

Des solutions innovantes pour l'eau et le climat en Afrique



Atelier - Conférence des grands lacs - Entebbe - Ouganda - Mai 2017

Financé par le Programme de Recherche et d'Innovation de l'Union Européenne (H2020), le projet AfriAlliance a pour objectif de renforcer les capacités de l'Afrique à répondre aux enjeux liés au changement climatique, en développant le travail conjoint et le partage de solutions innovantes entre réseaux existants d'Afrique et d'Europe.

Rencontre avec les acteurs de terrains, réflexion autour de thèmes émergents tels que l'innovation sociale, établissement d'une base de données pour collecter les besoins de recherche et d'innovation en lien avec les enjeux de gestion de l'eau et du changement climatique, communication proactive,

tels sont quelques-uns des axes majeurs réalisés par l'OIEau et le RIOB au sein du projet AfriAlliance (2016-2021).

Au cours des 18 premiers mois, 4 ateliers organisés et animés au Botswana, Maroc, Ouganda et Ghana, ainsi qu'une série d'entretiens ont permis d'identifier une première liste de besoins de recherche et d'innovation. La phase d'identification des solutions a démarré pour que soit disponible, au cours du premier trimestre 2018, une synthèse présentant les solutions existantes aux besoins identifiés.

L'information collectée servira à dresser l'agenda de recherche et d'innovation d'AfriAlliance, lorsqu'aucune solution n'aura été identifiée ou qu'une phase de développement serait nécessaire.

En termes de communication, la première série de fiches thématiques sur l'innovation sociale est désormais accessible sur le site Internet du projet. Ces fiches ont pour objectif d'éclairer les conditions d'innovation spécifiques aux domaines de l'eau, et s'adressent aux fournisseurs potentiels de solutions, aux gestionnaires de la ressource ainsi qu'aux communautés et acteurs locaux tels que les ONGs.

Le thème principal de cette première série traite du monitoring.

Cinq sous-thèmes ont été déclinés de manière à détailler les enjeux spécifiques du monitoring liés à l'eau et au changement climatique en Afrique :

- Suivi de la qualité de l'eau potable pour l'amélioration de la santé ;
- Suivi de la disponibilité de l'eau en qualité et quantité suffisantes pour la sécurité alimentaire ;
- Surveillance du climat pour les systèmes d'alerte précoce afin de se préparer aux phénomènes météorologiques extrêmes ;
- Suivi de la quantité d'eau souterraine pour assurer son utilisation durable et éviter les conflits d'eau ;
- Surveillance de la pollution de l'eau pour les industries et les zones urbaines afin de protéger la santé humaine et les écosystèmes.

Mme Natacha Amorsi

OIEau/RIOB

n.amorsi@oieau.org

www.afrialliance.org



UNIVERSITY OF TWENTE.



15^{ème} Conférence Européenne “EURO-RIOB”

La 15^{ème} Conférence Internationale “EURO-RIOB” s’est tenue à Dublin-Malahide en Irlande, du 20 au 23 Septembre 2017.

Les participants, venus de 33 pays, ont abordé dans quatre tables-rondes des questions cruciales et d’actualité pour la gestion des ressources en eau dans l’Union Européenne, tels que :

- l’avenir de la Directive-Cadre sur l’Eau (DCE), qui doit être révisée en 2019,
- l’adaptation au changement climatique dans les bassins,
- la participation des acteurs et du public dans la gestion des ressources en eau,
- les nouvelles menaces pour les milieux aquatiques.

Des ateliers ont permis, d’une part, d’examiner la question de l’organisation de la gestion des données sur l’eau et du rapportage à la Commission, et d’autre part, de faire le point sur le projet de coopération européenne “EcoCuencas”, dont l’objet est le développement de mécanismes financiers favorisant, dans une optique de développement durable, l’adaptation aux effets du changement climatique dans des bassins pilotes au Brésil, en Colombie, en Équateur et au Pérou.

De nombreuses recommandations ont été formulées par les participants durant ces ateliers et les quatre tables-rondes sur tous ces sujets.

Il a été rappelé que, malgré les efforts de réduction des pressions des activités humaines sur les ressources en eau, l’objectif de “Bon État” des Masses d’Eau ne sera pas atteint dans tous les bassins à l’échéance de 2017.

La réflexion sur l’avenir de la politique de l’eau en Europe doit s’appuyer plus largement sur les experts des Organismes de Bassin.

La révision de la Directive doit avoir le souci d’une meilleure adhésion des citoyens pour atteindre une plus grande efficacité.

Cela suppose que les objectifs apparaissent compréhensibles pour les populations, qu’ils soient accessibles et appropriés et que les progrès accomplis soient reconnus.

Il est nécessaire d’améliorer la gouvernance de l’eau en impliquant plus largement les Autorités Territoriales et les acteurs économiques directement sur le terrain.

Il faut simplifier les modalités d’attribution des financements européens, afin de permettre des investissements plus efficaces et durables répondant aux besoins des pays les moins avancés de l’Union Européenne.

Le principe “one out, all out”, appliqué à l’évaluation du “Bon État”, masque les progrès accomplis et il est très démobilisateur pour les acteurs impliqués à tous les niveaux.

La DCE devrait évoluer en se fondant plus largement sur des avancées scientifiques avérées. Une approche prudente de sa révision devrait s’inscrire dans la continuité en recherchant surtout une meilleure efficacité des actions sur le terrain.

Il convient en effet d’améliorer les conditions opérationnelles de sa mise en œuvre, à la fois par une approche plus pragmatique des objectifs à atteindre et des délais, basée sur des données fiables. La DCE doit s’inscrire dans une politique européenne de l’eau mieux intégrée dans les autres politiques sectorielles de l’UE (Agriculture, énergie, transport, mise sur le marché des substances chimiques...).

La promotion de projets innovants et un accompagnement financier et technique adéquat doivent être renforcés.

Le développement des systèmes d’information et de leur interopérabilité, favorisé par la mise en œuvre progressive de la Directive “INSPIRE”, seront des moteurs incontournables de cette meilleure intégration en les élargissant aux données relatives au changement climatique dans un contexte d’une grande incertitude. Le dispositif actuel reste encore assez largement insuffisant pour apprécier l’État réel des eaux et des milieux et leurs évolutions dans beaucoup de territoires de l’UE.

La préparation du 3^{ème} cycle de Plan de Gestion de Bassin de 2022 à 2027 doit d’ores et déjà s’engager avec une meilleure définition plus réaliste des objectifs à atteindre et en prenant en compte les Objectifs de Développement Durable de l’ONU, notamment l’ODD 6, ainsi que l’Accord de Paris sur le climat.

S’agissant de l’adaptation au changement climatique dans le secteur de l’eau douce, la COP21 de Paris en 2015 et la COP22 de Marrakech en 2016 ont démontré la nécessité d’accélérer la mise en œuvre sans tarder d’actions appropriées à inscrire

rapidement dans les Plans de Gestion des Bassins.

Le “Pacte de Paris sur l’eau et l’adaptation aux effets du changement climatique dans les bassins des fleuves, des lacs et des aquifères”, lancé par le RIOB, en partenariat avec la Commission Economique des Nations Unies pour l’Europe (CEE-ONU), à la COP21, synthétise clairement les actions prioritaires à mettre en œuvre pour l’adaptation dans les bassins.

Dans le prolongement de ce Pacte, un recensement des projets innovants et des expériences réussies d’adaptation au changement climatique dans des bassins pilotes doit permettre la diffusion des connaissances, un meilleur partage et des bonnes pratiques et l’adoption d’un langage et de références communes.

Il convient de rechercher une meilleure intégration entre la DCE, la Directive “inondation” et la Directive “stratégie marine”, en particulier lors de la définition des mesures d’adaptation au changement climatique à intégrer dans les Plans de Gestion de Bassin et leurs Programmes de Mesures.

L’application de ces Directives reste encore trop sectorialisée, relevant encore trop souvent de services administratifs distincts !



126 participants venus de 33 Pays © RIOB - C. Runel

“POUR FACILITER L’APPLICATION DES DIRECTIVES EUROPÉENNES SUR L’EAU”



Cérémonie de clôture © RIOB - C. Runel

Compte tenu de l'accroissement des pénuries d'eau dans bon nombre de régions de l'UE, il devient indispensable de mieux gérer la demande, de promouvoir les économies de l'eau et d'améliorer notamment, le recyclage des eaux usées épurées et des Solutions Fondées sur la Nature.

Ces mesures d'adaptation doivent s'établir selon une approche multi-sectorielle avec l'ensemble des secteurs économiques ayant un impact sur les territoires, des bassins et sous-bassins. Les politiques sectorielles (énergie, agriculture, urbanisme, transport, loisirs, pêche et aquaculture...), et les mesures d'adaptation qui les concernent, doivent aussi être intégrées et mises en cohérence.

L'élaboration de nouveaux Programmes de Mesures doit être l'occasion d'améliorer, ou de renforcer certaines actions d'adaptation déjà présentes dans les programmes actuels, en tenant compte des évolutions qui seront mises en évidence par l'amélioration des connaissances localisées sur le changement climatique et ses effets sur les territoires, les usages et les milieux.

La participation des acteurs et du public dans la gestion des bassins est cruciale pour améliorer la gestion des ressources en eau.

L'information des parties prenantes et leur implication dans les processus de décision à l'amont doivent être renforcées pour une plus grande appropriation des mesures et des actions des Plans de Gestion de Bassin.

L'accès du public aux résultats de la surveillance et aux connaissances sur l'eau, sur les milieux, leur état et leur évolution, est une obligation qui facilite cette appropriation, et par conséquent, améliore l'efficacité.

La DCE, dès le départ, a mis l'accent sur la nécessité de la participation du public dans le processus d'élaboration des Plans de Gestion.

Cette participation repose non seulement sur des instances décisionnelles ou consultatives à différentes échelles territoriales, mais aussi sur une représentation pertinente des différentes catégories d'usagers au sein de ces instances.

Il faut aussi renforcer la compréhension du public sur les défis à venir et des efforts sont à consentir pour que les consultations mobilisent plus d'usagers avec une meilleure représentativité, afin que les efforts financiers indispensables soient compris et acceptés.

Les participants à la Conférence "EURO-RIOB" ont souligné l'importance de ces approches participatives pour obtenir de meilleurs résultats dans la gestion des ressources en eau.

Sur le sujet des problèmes environnementaux émergents, l'amélioration des connaissances et des outils de mesure mettent en évidence de nouvelles menaces pour les milieux aquatiques : nouveaux polluants issus du secteur de la santé humaine, animale ou végétale, nouvelles substances dangereuses ou micropolluants, perturbateurs endocriniens.

Plus difficile à combattre que la pollution organique, ces polluants présents en faible quantité peuvent entrer dans la chaîne alimentaire avec des effets délétères sur la santé ou l'environnement.

Les milieux aquatiques ont aussi à faire face au développement rapide d'espèces exotiques, souvent invasives, pour lesquelles les remèdes sont mal cernés. Enfin, les bassins de fleuves souffrent des effets de modifications hydro-morphologiques induites par des actions humaines (travaux en rivière, sur berges, obstacles à l'écoulement...).

Tout cela conduit inévitablement à une dégradation du capital environnemental. Aussi devient-il indispensable de rapprocher la politique de l'eau et celle de la biodiversité et de privilégier la mise en œuvre, autant que possible, des Solutions Fondées sur la Nature.

Les participants à la Conférence "EURO-RIOB" souligné le besoin d'engager des actions plus efficaces et plus respectueuses de la nature pour trouver les meilleurs remèdes à cette dégradation de notre patrimoine aquatique.

La conférence a également permis de faire un tour d'horizon des diverses initiatives de coopération internationale pour la bonne gouvernance de l'eau dans les bassins et sous-bassins de l'Est de l'Europe, du Caucase et d'Asie Centrale ou de la Méditerranée.

Ces exemples montrent que l'UE et les États-Membres doivent maintenir un haut niveau de solidarité avec les pays voisins et soutenir le financement de la gouvernance. La mise en œuvre dans ces pays de la Zone de Voisinage des principes et des outils des Directives européennes, soutenue par des Jumeages avec des Pays-Membres, en particulier, y permet une amélioration significative de la gouvernance de l'eau et favorise, quand c'est le cas, la coopération transfrontalière.

Les participants ont félicité Monsieur Jean LAUNAY, Président du Comité National de l'Eau français, pour la façon magistrale dont il a assuré la présidence du Groupe "EURO-RIOB" après la Conférence de Lourdes en 2016.

La Présidence du Groupe "EURO-RIOB" pour l'année à venir a été confiée à l'Irlande, jusqu'à la prochaine Conférence qui se tiendra à Séville, en Espagne, du 17 au 20 Octobre 2018.



6^{ème} Semaine de l'Eau de Beyrouth

Le Ministère de l'Énergie et de l'Eau du Liban et le Réseau Méditerranéen des Organismes de Bassin (REMOB) ont organisé du 27 au 29 Mars 2017 la 6^{ème} Semaine de l'Eau de Beyrouth, sur le thème de : "L'après COP22 : Quelle gouvernance possible pour le nexus Eau-Énergie-Alimentation ?"

Les échanges se sont déroulés sous le signe du changement climatique et de la mise en place de politiques d'adaptation nécessaires.

Financement, prise en compte des conflits géopolitiques et hydro diplomatie pour la gestion des bassins transfrontaliers, sécurisation des infrastructures hydro-

liques, technologies et systèmes d'information ont alimenté les débats. L'importance de prendre en compte conjointement la limitation des rejets de CO2 et l'adaptation au changement, et de résoudre les problèmes de gouvernance à toutes les échelles (locale, bassin, pays et mondial) a été rap- pelée.

Les moyens d'action sont globale- ment les mêmes à tous les niveaux géographiques :

- dialoguer et coopérer pour évi- ter les conflits,
- observer, mesurer pour connaître les ressources en quantité et qualité,
- planifier via des schémas de gestion des eaux,
- partager les informations et les expériences,
- promouvoir la gestion par bassin,
- former les acteurs,

Ces actions sont promues par le **RIOB** et ses réseaux depuis plus de 20 ans.



M. Pierre Roussel honoré à la Semaine de l'Eau de Beyrouth



Turquie



Des "jeunes Ambassadeurs" pour la protection des ressources naturelles

Un projet d'assistance technique, financé par l'Union Européenne, a été attribué au groupement conduit par WYG Turquie et vise à sensibiliser la société à la protection de l'environnement et des ressources en eau.

Les actions de formation de forma- teurs, de développement de maté- riel pédagogique, des visites d'études dans des États-Membres de l'UE ont été mises en œuvre. Le Bassin de la Méditerranée Occi-

dentale, celui de Konya et celui de la Mer Noire Orientale sont les 3 bassins pilotes du projet.

Deux délégations d'une quaran- taine d'étudiants turcs sont venues à la rencontre des acteurs euro- péens de l'eau, en Août et Sep- tembre 2017.

Les jeunes "Ambassadeurs" ont pu rencontrer la Commission et le Parlement Européen, les Agences de l'Eau françaises Seine-Norman- die et Artois-Picardie, le Syndicat Interdépartemental pour l'Assainis- sement de l'Agglomération Pari-

sienne (SIAAP), le **RIOB** et l'**OIEau**.

Ces rencontres ont été l'occasion de partager informations et recom- mandations sur les projets desti- nés à la jeunesse et le processus des Parlements des Jeunes pour l'Eau à plusieurs échelles.

De manière générale, des ponts ont été jetés entre les différentes initia- tives en matière de sensibilisation des jeunes à la gestion de l'eau et des accords de partenariats devraient voir le jour entre les ins- titutions concernées.



Visite des "Ambassadeurs" au siège du RIOB - Paris

Amérique Latine

“EcoCuencas”



Le projet s'achève en beauté

“EcoCuencas”, projet financé par le programme WATERCLIMA de l'Union Européenne et coordonné par l'OIEau, Secrétaire du RIOB, est arrivé au bout de sa troisième et dernière année dans les meilleures conditions, avec des résultats concrets dans tous les Pays Partenaires : le Pérou, l'Équateur, le Brésil et la Colombie.

Après la réalisation d'un diagnostic par bassin des mécanismes financiers redistributifs existants et leur capacité à financer l'adaptation au changement climatique, les différents partenaires Latino-Américains ont développé jusqu'en Décembre 2017 des actions pilotes novatrices, coordonnées par Asconit et sous l'impulsion de l'OIEau.

Au Pérou, les travaux de l'Autorité Nationale de l'Eau (ANA) ont été consacrés aux redevances “usages” et “rejets” existantes dans le pays. Ils ont abouti à des évolutions concrètes pour améliorer la couverture et l'efficacité du processus de collecte de redevances, élargir la base des redevables et augmenter les taux dans les situations pertinentes, dans une optique d'équité et de financement de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau.

En parallèle, le projet a fourni une réflexion sur l'adaptation au changement climatique, selon des méthodologies novatrices (mesures sans regret, coût de l'inaction, etc.)



Atelier “EcoCuencas” à la Conférence “EURO-RIOB” 2017 de Dublin - Irlande

En Équateur, le Secrétariat National de l'Eau (SENAGUA) a mis en œuvre un nouvel instrument national pour le financement de la protection de la ressource en eau (intitulé “tarifa agua cruda”) : définition de la formule de collecte, proposition d'un modèle de gestion, prise en compte dans la réglementation, appui à la constitution des Conseils de Bassin, ou encore formulation de projets à même d'être financés par le nouvel instrument redistributif.

Les travaux péruviens et équatoriens dans le Bassin pilote partagé du Rio Catamayo-Chira ont également favorisé le rapprochement entre les Conseils de Bassin de part et d'autre de la frontière pour le pilotage de la gestion des neuf bassins frontaliers. Une réunion de ces Conseils de Bassin s'est tenue début Octobre 2017. Les actions ont été coordonnées avec le projet “Agua Sin Fronteras”, financé par le même programme de l'Union Européenne (WATERCLIMA).

En Colombie, le Fonds de l'Eau de la “Corporación Cuenca Verde” a conçu et réalisé un projet pilote de “paiement pour services environnementaux” dans le micro-bassin du Barrage Rio Grande II, essentiel pour l'approvisionnement en eau potable de la Ville de Medellin.

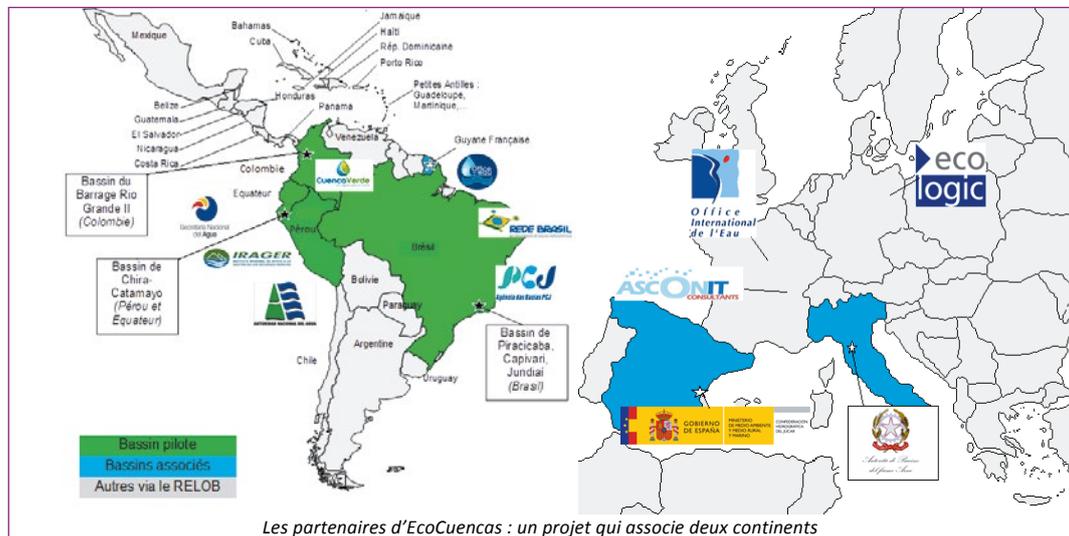
La démarche a débuté par l'identification et l'analyse complète des parcelles potentiellement concernées, puis en la priorisation de celles-ci selon des critères objectifs. Après la signature d'accords spécifiques, 25 familles ont pu bénéficier d'un paiement en échange de services permettant l'amélioration et/ou la conservation de la qualité de l'eau dans le bassin. Ce paiement, dont le montant a été défini par une méthode fondée sur les coûts d'opportunité, a été accompagné d'une assistance technique pour l'évolution des pratiques productives agricoles et forestières.

Au Brésil, le projet a permis à

l'Agence du Bassin Piracicaba Capivari Jundiaí (PCJ) de conduire une réflexion stratégique sur la réforme des mécanismes de redevances en vigueur (indexation à l'inflation, intégration de nouveaux paramètres pour les redevances de rejets), le fonctionnement institutionnel de la planification (propositions pour l'internalisation de cette fonction), l'adaptation au changement climatique et les bonnes pratiques en ce sens, ou encore le fonctionnement des Systèmes d'Information sur l'Eau.

Les retours d'expérience, synthétisés à partir des résultats du projet et des différents événements organisés dans tous les pays, ainsi qu'une participation à des moments forts internationaux, comme l'Initiative pour la Gouvernance de l'Eau (WGI) de l'OCDE en Juin 2017 à Paris, l'EURO-RIOB de Dublin en Septembre 2017 ou encore à l'ENCOB d'Aracaju de Novembre 2017, sont disponibles sur le site Internet d'EcoCuencas :

www.ecocuencas.com



Les partenaires d'EcoCuencas : un projet qui associe deux continents



8^{ème} Forum Mondial de l'Eau
19 - 23 Mars 2018 - Brasilia
Gestion de Bassin et Changement Climatique
Participez aux sessions !

Le site Internet de la Gestion par Bassin dans le Monde

- Le Réseau International des Organismes de Bassin
- Les Réseaux Régionaux des Organismes de Bassin :
 - Afrique - RAOB
 - Amérique Latine - RELOB
 - Amérique du Nord - ROBAN
 - Asie - NARBO
 - Brésil - REBOB
 - Europe Centrale - CEENBO
 - Europe Orientale, Caucase, Asie Centrale - EECCA-NBO
 - Méditerranée - REMOB
- "EURO-RIOB 2018" - Séville - Espagne - 17 - 20 octobre 2018
Pour l'application des Directives Européennes sur l'Eau
- Manuels de la Gestion Intégrée des Bassins
- Forum Mondial de l'Eau 2018 à Brasilia
- COP21 - COP22 - COP23 :
"Le Pacte de Paris sur l'eau et le changement climatique"
"Les Alliances Mondiales pour l'Eau et le Climat"



Secrétariat RIOB : Office International de l'Eau
21, rue de Madrid - 75008 PARIS - FRANCE
Tél. : +33 1 44 90 88 60 - Mail : info@riob.org
N° ISSN : 1026-0331 - En ligne : 2310-5860
www.riob.org

Liens privilégiés vers les sites :
worldwaterforum8.org / worldwatercouncil.org
gwp.org / oieau.org / semide.net
unesco.org / water.europa.eu
cop23.com.fj / newsroom.unfccc.int
unece.org/env/water / unep.org
oecd.org



Flashcode